



L'urgence d'une riposte face à l'attaque d'ampleur contre le monde du travail

Le gouvernement prépare une saignée austéritaire inédite pour 2025 d'au moins 40 milliards d'euros une attaque d'ampleur contre l'ensemble du monde du travail, pour tirer encore plus à la baisse les salaires et les conditions de travail. Barnier au service du capital a une mission: restaurer les comptes publics sur le dos des travailleurs en imposant une cure d'austérité. Depuis sa nomination, il répète qu'avec une dette publique de plus de 3.228 milliards d'euros, le pays est dans une situation financière « catastrophique » et « insupportable ». Les caisses publiques seraient vides, la dette publique a augmenté de 1.000 milliards depuis 2017 mais Macron a diminué les impôts sur les plus riches et le capital. Les 500 plus grandes fortunes ont plus que doublé, passant de 450 milliards à 1.200 milliards ! Il a arrosé les multinationales en subventions tous azimuts sous forme d'exonérations de cotisations. Tous est bon pour des milliards cadeaux aux entreprises ainsi l'alliance formée par Stellantis, Mercedes et TotalEnergies a reçu 1,3 milliard d'aides pour installer une usine de batterie dans le Pas de Calais alors que les bénéfices cumulés de ces trois multinationales s'élèvent à plus de 50 milliards ! Des milliards aussi pour l'armée 413 milliards d'euros et les forces de l'ordre 15 milliards d'euros supplémentaires ! Tout cela se fait au détriment de la santé, des hôpitaux, de l'éducation, des transports en commun... Les profiteurs de la dette encaissent aussi annuellement près de 50 milliards d'intérêts. Ils pillent les caisses de l'Etat !

Le gouvernement fait semblant de mettre à contribution les plus riches au travers d'une taxation exceptionnelle sur les ménages gagnant plus de 500.000 euros par an et sur les plus grands groupes capitalistes. Ceux qui ont bénéficié de 1.000 milliards d'euros en huit ans contribueraient donc à hauteur de 20 milliards et la grosse note restante serait pour les retraités, les malades ou les chômeurs, les travailleurs.

Le patronat est à 100 % responsable du déficit de l'État, il doit payer la note. Nous refusons tout compromis, tout nouveau recul, que ce soit le gel des pensions des retraités, l'augmentation de l'électricité, les coupes dans la sécurité sociale ou les services publics, l'allocation sociale unique...

L'argent existe, il faut aller le chercher dans les caisses du patronat et des milliardaires. le montant total du patrimoine net des nantis s'établissait en 2022 à 15.000 milliards d'euros. Les 1 % les plus riches en détenaient un quart (24 %) à eux seuls, soit 3.750 milliards et les grandes entreprises françaises ont distribué 63 milliards à leurs actionnaires des profits record en 2023.

Face aux attaques du capital il faut affronter sans compromis le patronat et le gouvernement et organiser la contre-offensive des travailleurs.

La motion de censure proposée par les quatre groupes du Nouveau Front populaire a été rejetée et la procédure de destitution de Macron de LFI a été refusée. Tout cela montre que les jeux et combines parlementaires ne sont d'aucune utilité pour combattre Macron et l'extrême-droite. L'alliance négociée par Le Pen sauve le régime. Le député RN Julien Odoul le répète « *laissons sa chance à ce gouvernement* ». Le Pen a promis que ses députés « *seront des soutiens, et non des obstacles, si vous faites preuve de courage* ». Le RN de Le Pen dit oui à la politique austéritaire de Barnier elle expliquait : « *Nous sommes des gens responsables et avons conscience que le pays ne peut plus se permettre d'effectuer des dépenses inconsidérées dans un certain nombre de domaines* ». Son objectif est de donner des gages de respectabilité au patronat, aux institutions européennes séduire les milieux économiques.

Toutes ces attaques d'ampleur sont une raison supplémentaire de s'opposer résolument au gouvernement Barnier et cela ne se fera pas à l'Assemblée nationale.

Face aux attaques qui se multiplient contre les salaires, la santé, l'éducation, il y a urgence de construire dès maintenant un rapport de force dans les entreprises, les services et dans la rue et par la mobilisation. et non de créer une illusion avec la continuation du « Dialogue social ». Il n'y a rien à attendre des discussions entre partenaires sociaux dans les salons ministériels, ne nous laissons pas détourner par les fausses solutions.

Il faut reprendre les milliards accaparés par le capital, faire payer la part injustement appelée patronale des

cotisations sociales, frapper les profits capitalistes, s'attaquer au pouvoir des multinationales qui gouvernent notre pays. La lutte politique pour le changement de société et la débarrasser du capitalisme est incontournable afin que les travailleurs prennent le pouvoir en vue de diriger dans le sens de leurs intérêts, de ceux du peuple, de la nation et de la paix.